

Le Sionisme

*A la veille du 59ème anniversaire de la Nakba (la Catastrophe), l'expulsion et la dépossession des Palestiniens de leur terre, la Palestine Historique, nous vous présentons ici la première partie du dossier sur le Sionisme préparé par Walid Attalah, réfugié palestinien vivant en France.
Dans cette première partie, il aborde l'histoire du Sionisme jusqu'à la création de l'Etat Sioniste d'Israel.*

*Par Walid Attalah > walidatallah664@hotmail.com
Walid Attalah est membre, entre autres, du MSRPP (Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien)*



Photo BADIL : En 1948, la population de Ramle est expulsée par les Forces Sionistes et s'enfuit.

La Palestine, berceau des trois religions monothéistes, voit naître l'antagonisme entre chrétiens et juifs. La Palestine se situe à la charnière de trois continents : l'Europe, l'Asie, l'Afrique.

Cette situation en fait un point stratégique qui explique les nombreuses invasions, notamment depuis l'ouverture des premières routes commerciales, jusqu'à la mise en exploitation des champs de pétrole au Moyen-Orient.

Vers 1850 av. J-C, les Hébreux tentent de s'installer en Palestine. Ils sont repoussés en Egypte par les Cananéens.

Vers 1300 av. J.-C., les Philistins s'installent sur la côte. Ils donnent leur nom à la région : en arabe "*Falastine*". La Palestine connaît de nouvelles occupations.

La population palestinienne est donc née du brassage de ces différentes composantes : Cananéens, Amorites, Phéniciens, Philistins, Hébreux, Assyriens, Perses, Grecs, Romains.

La domination romaine est relayée par l'occupation byzantine jusqu'en 636. A partir du VIIème siècle, les successeurs du prophète Mohamed dominent un vaste territoire.

Après le siège de Jérusalem (638), la Palestine passe dans l'orbite arabe.

L'Islam s'y développe, ainsi que la langue arabe qui supprime les langues régionales.

De 1099 à 1190, les croisades embrasent le Moyen-Orient pour le contrôle des routes commerciales. Quatre Etats latins voient le jour.

En 1244, le sultan kurde Saladin reprend Jérusalem et invite les juifs à rentrer en Palestine. C'est la fin des conquêtes franques.

De 1516 à 1917, les Ottomans (Turcs) occupent la Palestine.

La Palestine avant Israël

On dit souvent en Occident que l'Etat d'Israël a fait fleurir le désert. La Palestine était "désertique" et, par un coup de baguette magique, Israël, en 1948, devient un jardin.

Au début du 20ème siècle, le mouvement sioniste projette en Europe des films de propagande dans lesquels il montre les pionniers juifs à l'œuvre en Palestine. **Beaucoup croyaient vraiment que la Palestine était une terre inculte ou pleine de marécages que les sionistes asséchaient. La vérité est tout autre.**

L'agronome israélien **Moïse Saltiel** nous dit dans sa thèse "**Palestine terre nourricière - Israël base militaire**", que les surfaces cultivées actuellement en Israël sont moins importantes que les terres cultivées par les Palestiniens avant Israël.

L'objectif du mouvement sioniste n'était pas l'agriculture mais la simple acquisition de la terre pour la vider de ses occupants palestiniens.

Dès le Xème siècle, le géographe palestinien **Al-Maqdasi** a souligné l'importance des produits palestiniens : huile d'olive, coton, raisin, canne à sucre, tissus de soie et de coton, savon.

Pendant les XV, XVII et XVIIIèmes siècles, des cargaisons de coton et de céréales quittèrent les différents ports de Bilad al-Sham (les pays du Levant) ; les ports de Saïda (Liban) et d'Acre (nord de la Palestine) jouaient dans ce commerce un rôle de premier plan.

Un autre commerce d'exportation, plus important et plus durable que celui du coton, fut le commerce du blé, de l'orge, des agrumes, de sésame et de l'huile d'olive.

Cette dernière était largement employée dans l'industrie du savon et de l'huile de Marseille et les importations étaient importantes à la fin du XIXème siècle.

L'orge produite à Gaza était de très bonne qualité et demandée par les brasseries d'Angleterre, d'Ecosse et d'Allemagne. Un des livres de la Revue d'Etudes Palestiniennes relate la vie des Palestiniens, par la **photographie, avant 1948 et nous montre que la Palestine était bien une terre cultivée et habitée avant l'arrivée des premiers colons sionistes.**

Physiquement, la **Palestine représente environ 29.000 km²**, il y a deux régions montagneuses, une au nord, la Galilée et l'autre au centre, appelée aussi rive ouest du

Jourdain, ou Cisjordanie.

Au sud, c'est le désert du Néguev et sur la côte se trouvent toutes les terres fertiles de Palestine. (voir la carte de la Palestine préparée par Salman Abu Sitta)

C'est notamment là que les Palestiniens plantaient les agrumes et les fameuses oranges de Jaffa qui partaient pour le monde entier par le port du même nom.

En 1880, la Palestine compte 672 villages et 457.592 habitants (en majorité paysans), sans les bédouins (nomades).

La population est composée de musulmans (sunnites, chiites), de druzes, 16 % de chrétiens, 5 % de juifs. Les chrétiens et les juifs étaient libres de pratiquer leur religion et jouissaient d'une certaine autonomie grâce au système des millets (taxes). Il y avait à l'époque 956 écoles.

L'ANTISÉMITISME

Avant d'aborder l'histoire du mouvement sioniste, attardons-nous sur l'antisémitisme qui prévalait en Europe. Celui-ci ne se basait pas sur des faits, mais sur un mythe. Pour justifier leur "théorie", les antisémites s'appuient sur la notion de "race".

En théorie, ils ne se disent pas seulement contre les juifs, mais contre toutes les "races" sémitiques ou non aryennes.

En pratique, pour les antisémites, il y a une race supérieure : la "race blanche". Cette théorie s'est appuyée sur les "bonnes valeurs chrétiennes".

De là partiront les théories de dominations des "races inférieures" (les noirs, les arabes...) et la conquête de nouveaux territoires pour apporter la "*civilisation en territoires barbares*". Le mot sémite était une insulte et désignait les non blancs.

Nous ne parlerons pas de la traite des noirs, ou des massacres des Indiens d'Amérique et d'autres... Selon les antisémites, Il existerait une race juive (inférieure) et selon eux "*Les juifs portent le mal dans leur nature et sont responsables de tous les malheurs de l'Europe*". Les antisémites, accusent les juifs d'être le peuple déicide (ceux qui ont tué Dieu).

L'antisémitisme trouve son apogée de la fin du 19ème siècle jusqu'au 20ème siècle.

Mais déjà au 15ème siècle, pendant l'Inquisition, les juifs persécutés se réfugient dans le monde arabe voisin. Face à cet antisémitisme en développement au 19ème siècle, les juifs en Europe vont réagir de différentes façons.

Certains considèrent cet antisémitisme comme un phénomène explicable, reposant sur la structure socioreligieuse de l'Europe occidentale, centrale et orientale. Avec les progressistes non-juifs, ils veulent changer cette structure afin de pouvoir s'intégrer individuellement, tout en gardant leur identité juive, dans une société socialiste nouvelle, où l'antisémitisme est banni. Ils rejoignent dans leur majorité le mouvement communiste.

D'autres, tout en faisant la même analyse, se considèrent comme un groupe ethnoculturel à part et veulent s'intégrer en tant que groupe, en gardant leur autonomie culturelle, dans cette société nouvelle.

C'est le cas du "Bund Yiddisher Arbeter", une organisation d'ouvriers juifs qui comptait 45.000 membres au moment de la révolution russe. D'autres, enfin, refuseront l'assimilation en Europe et adhéreront au sionisme.

Dans les faits, on observe que c'est l'antisémitisme en général et l'antijudaïsme en particulier qui est à l'origine de la volonté de certains juifs de se séparer de l'Europe et de construire un "foyer refuge juif", en l'occurrence en Palestine et pour le peuple palestinien d'en faire les frais.

Dans les faits, les antisémites sont en partie avec les colonialistes à l'origine du conflit Israélo-palestinien.

LA LONGUE MARCHÉ DU SIONISME OU L'ÉMERGENCE DU "NATIONALISME JUIF"

Le terme "sionisme", s'il signifie schématiquement pour les juifs le "retour à Sion", (Sion est le nom d'une colline de Jérusalem) symbolisant la terre des "ancêtres", il s'est chargé au fil du temps de significations variées.

Vers 1860, se créent, dans les communautés juives d'Europe orientale, des groupes de jeunes prônant l'installation de colonies agricoles en Palestine. Les groupes se structurent dans un mouvement appelé "BILOU" (initiales d'une injonction hébraïque tirée de la prophétie d'Isaïe : "*Maison de Jacob, levez-vous et partons*").

Les pogroms (mot russe qui signifie massacres) qui eurent lieu dans l'empire russe en 1871 et 1881 poussent des groupes de juifs à se fédérer au sein des "Amants de Sion", mouvement qui trouve son principal idéologue en **Léo Pinsker**.

C'est finalement **Theodor Herzl** qui réussit à donner l'impulsion définitive, sous une forme mobilisatrice, au nationalisme juif centré (surtout, mais non exclusivement) sur la **Palestine**. Journaliste viennois (de confession juive et issu d'une famille aisée), bourgeois assimilé, il couvre à Paris le procès Dreyfus pour un journal autrichien.

Le choc qu'il en éprouve est tel qu'il se plonge dans la lutte politique pour ne plus revivre cette situation.

Choc qu'il exprime : "*Si un juif assimilé, comme Dreyfus, peut devenir la victime d'un complot antisémite dans le berceau de l'émancipation et des droits de l'homme qu'est la France, alors il n'est de sécurité nulle part pour les juifs tant qu'ils n'auront pas un Etat bien à eux*".

Theodor Herzl rédige en 1895 "**L'Etat juif**", livre qui deviendra le symbole de la lutte pour la reconnaissance du fait national juif.

Chez Herzl, comme chez son prédécesseur Pinsker, le passage de l'assimilation des juifs dans leur pays d'origine au sionisme résulte de la perception brutale de l'antisémitisme.

Le 29 août 1897, se réunit à Bâle (Suisse) le premier congrès sioniste. Il est important de signaler que les participants à ce congrès sont des grands bourgeois et banquiers comme **Rothschild** qui voient bien l'intérêt pour eux de coloniser un nouveau territoire. A l'issue des débats est adopté le "*programme de Bâle*" :

Le programme de Bâle de 1897

"Le but du sionisme est de créer pour le peuple juif un foyer en Palestine garanti par le droit public. Afin d'atteindre ce but, le congrès recommande les mesures suivantes :

- 1** - l'encouragement systématique de la colonisation de la Palestine par l'établissement d'agriculteurs, d'artisans et d'ouvriers juifs.
- 2** - l'organisation et la fédération de tout le judaïsme au moyen de sociétés locales et de fédérations générales dans la mesure permise par les lois du pays où elles sont fondées.
- 3** - le raffermissement du sentiment juif et de la conscience du peuple juif.
- 4** - des démarches préparatoires afin d'obtenir des gouvernements le consentement nécessaire pour atteindre le but du sionisme".

Rappelons qui était **Théodore Herzl**, fondateur de l'idéologie coloniale sioniste : suite à l'affaire Dreyfus, il ne croit plus à l'assimilation des juifs dans leurs pays européens d'origine et s'opposera aux dreyfusards Zola et Jaurès.

Il prône la création d'un foyer national juif en Palestine réservé aux seuls habitants juifs et propose de chasser les non juifs autochtones.

Pour convaincre les grandes puissances de l'époque, il leur promettra : *"Pour l'Europe, nous constituerons là-bas un morceau de rempart contre l'Asie. Nous serons la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie"* (l'Etat des juifs, p.95).

Il écrit aussi : *"Les antisémites seront nos meilleurs alliés"* (l'Etat des juifs, p.287).

Il rencontrera aussi **Von Plehve**, ministre de la police du Tsar, antisémite notoire, auteur du faux antisémite *"Les protocoles des sages de Sion"*.

Pour obtenir l'appui du Tsar, Il lui propose une véritable alliance : *"Soutenez mon projet, je vous débarrasserai de vos révolutionnaires juifs"* (diaries, T.1, p.387).

Après sa mort, en 1904, le congrès sioniste est convoqué tous les deux ans.

Notons que le congrès sioniste tranchera définitivement en faveur de la Palestine, comme lieu d'établissement pour les juifs, en 1905.

D'autres possibilités avaient été en effet envisagées par les congressistes, comme l'Argentine, Chypre (1901), et enfin l'Ouganda (1904).

Le choix de la *"Terre Promise"* n'est pas innocent. Les dirigeants sionistes utilisent la religion juive afin de fonder moralement l'établissement du *"Foyer national juif"*.

Tous à l'époque n'ont pas adhéré au sionisme et certains même s'y sont opposés, comme **Sir Edwin Montagu**, seul ministre juif du gouvernement britannique.

Montagu avait su deviner en 1917 les véritables intentions du sionisme.

Son opposition au caractère politique des objectifs sionistes venait de ce qu'il était convaincu que le judaïsme était une foi universelle, distincte de la nationalité et qu'à

l'époque des Etats-Nations modernes, "le peuple juif" ne constituait pas une nation.

Il mettait en doute le droit de l'organisation sioniste de parler au nom de tous les juifs : *"Il est faux de dire qu'un juif marocain ou anglais fait partie d'une même nation. Comme il est faux de dire qu'un chrétien italien et un chrétien français font partie d'une même nation ou mieux encore, d'une même race.*

Si on s'amuse à dire aux juifs que la Palestine est devenue pour eux un territoire national, on va voir alors tous les pays se débarrasser de leurs citoyens juifs et on trouvera en Palestine un nombre énorme d'habitants qui se mettront à renvoyer les vrais habitants du pays et à s'emparer de ce qu'il y a de meilleur".

Lénine voit dans l'idée d'un peuple juif spécifique *"une idée réactionnaire dans son essence. L'idée du nationalisme juif est en contradiction avec les intérêts des travailleurs juifs, parce qu'elle alimente les idées contre l'intégration et encourage l'esprit du ghetto"*. (source BT2).

SOUS LE JOUG DE L'OCCIDENT : LE PARTAGE DU MOYEN ORIENT

Pour la Grande-Bretagne, la Palestine constitue une tête de pont pour ses colonies : *"Le danger réside dans le bassin méditerranéen, charnière entre l'Occident et l'Orient, et route de la Grande-Bretagne vers ses colonies d'Extrême-Orient, route qui passe par le canal de Suez.*

En effet, de Rabat au Maroc jusqu'à Mersine en Turquie, il n'y a qu'un seul peuple jouissant d'une histoire commune, d'une civilisation commune, d'une langue commune, le peuple arabe.

Là se trouvent les possibilités d'une éventuelle renaissance nationale, et les ressources d'une probable puissance" (Commission d'enquête de parlementaires britanniques, 1907-source BT2).

Pendant qu'au Moyen-âge, les juifs étaient persécutés, en Europe, l'Espagne musulmane accueillait les savants et religieux juifs qui cohabitaient en parfaite intelligence avec les musulmans. Non seulement ils cohabitaient, mais ils étaient le seul concurrent culturel de l'Europe. L'Islam est resté insoumis.

Pour des raisons de dominations économiques et culturelles, des croisades ont été lancées contre *"les infidèles - les Sarrazins"* avec des étendards marqués d'une croix.

A la fin du XIXème siècle, l'empire Ottoman qui domine entre autre le Moyen-Orient décline. La découverte des champs pétrolifères ainsi que l'intérêt pour le passage du canal de Suez vers les colonies d'Extrême-Orient, incitent les grandes puissances à agir.

Intervient alors l'accord secret **Sykes-Picot de 1916** (cet accord sera entériné par la Conférence de San Remo en 1920 et la Société des Nations en 1922) du nom des diplomates britannique et français.

Il organise la liquidation de l'empire ottoman et la mise sous influence des puissances impérialistes de l'époque.

En 1917, la Turquie est vaincue et son empire est démantelé.

La France occupe l'ensemble syro-libanais, la Grande-Bretagne obtient la Mésopotamie, la Transjordanie et la Palestine.

L'armée anglaise est victorieuse à Jérusalem le 11 décembre 1917, le reste de la Palestine sera totalement occupé en 1918.

A cette époque, **Les Britanniques**, qui avaient absolument besoin de la Palestine, vont se servir du mouvement sioniste qui deviendra leur allié privilégié dans la région pour installer leur domination.

En échange, en 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères, **Arthur James Balfour**, promet d'installer sur la même terre un "foyer national juif".

Désormais, l'Angleterre devra assumer sa fausse promesse d'établir un Etat arabe en terre sainte et la certitude donnée aux sionistes :

Foreign Office le 2 novembre 1917 :

"Cher Lord Rothschild,

J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du Gouvernement de sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie pour les aspirations sionistes des Juifs, qui a été soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le Gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer National pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine, ainsi qu'aux droits et statut politique dont les Juifs pourraient jouir dans tout autre pays.

Je vous serai reconnaissant de porter cette déclaration à la connaissance de la fédération sioniste".

Lord Balfour déclare en juin 1919 : *"La Palestine est un cas unique. Nous traitons non point avec les souhaits de la communauté existante, mais recherchons consciemment à reconstituer en Palestine une nouvelle communauté et à y édifier définitivement une autre majorité numérique dans l'avenir".*

En 1921, il confirme : *"Le sionisme est plus important que les désirs et les préjugés de 700.000 Arabes"* (source BT2).

FANTASMES, RÊVES ET AMBITIONS DE L'OCCIDENT : LE SIONISME OU LE MYTHE QUI JUSTIFIE LA CONQUÊTE

Partant des ambitions des puissances européennes expliquées plus haut, nous comprenons mieux les "valeurs" utilisées par cette même Europe. En tant qu'arabe ou maghrébin vivant en Europe ou aux Etats-Unis, ne vous êtes-vous jamais demandé pourquoi nous étions toujours déconsidérés, jusqu'à subir les pires traitements - crimes racistes - ratonnades - contrôles au faciès ?

Pourquoi sommes-nous toujours représentés comme des êtres défiants, cruels, terroristes, intégristes, barbares ou primitifs...?
C'est à mon avis pour justifier l'emprise de l'Occident sur l'Orient (raison non-dite).

Cette présentation des choses sert en Occident à embrigader les citoyens dans des guerres de domination ici et là dans le monde, depuis les croisades jusqu'à aujourd'hui.

Edward Saïd, l'intellectuel palestinien précise : *"Une iconographie a été développée par*

exemple au moment de la virée guerrière de Napoléon au Moyen-Orient qui s'arrêtera à St Jean d'Acre en Palestine. C'est l'Orientalisme qui correspond aux désirs, aux craintes et aux ambitions des Européens. Tout cela, comme les reportages que l'on voit sur les Arabes actuellement. Tout comme les documentaires diffusés par les sionistes au début du siècle qui présentaient la Palestine comme une terre vide, non cultivée, avec des habitants arriérés et barbares. **Du temps des Croisades, la terre sainte était représentée comme faisant partie intégrante de l'Europe et on mobilisait des armées entières au nom du christianisme pour REPRENDRE la terre sainte aux Sarrazins (les infidèles - terme toujours utilisé dans les manuels scolaires ou encore des termes comme intégristes, fondamentalistes, etc...)**".

Ce sont les mêmes, hier et aujourd'hui qui utilisent les mêmes représentations à des fins d'embrigadement, fût-il simplement moral. Notons que la Bible a servi hier et aujourd'hui pour justifier de la traite des noirs à la domination de l'Orient musulman. **Que ce soit au temps des Croisades ou aujourd'hui, ce sont les mêmes paysages qui servent de décor.**

Voyons ce que nous dit ce soldat israélien dans l'un des documentaires d'Eward Saïd (1983) : **"En tant que juif et israélien, je crois que nous sommes originaires de ce pays et c'est pour cela que nous y REVENONS - c'est écrit dans la Bible. Les autres n'ont pas de patrie..."**.

Ces mythes ont été repris au cinéma à Hollywood dans des films comme les "Dix commandements" - "Ben Hur" et d'autres afin de mieux vendre l'idée du sionisme en Occident.

REPRENDRE - REVENONS

Voilà des termes ambitieux, mais qui malheureusement quand ils sont mis en pratique produisent des guerres, des massacres, des bannissements et des expulsions.

Le sionisme, qui se légitime par rapport aux pogroms commis au siècle dernier, a aussi utilisé les mêmes termes que les grandes puissances.

Herzl dit clairement : **"Pour l'Europe, nous constituerons en Palestine un morceau du rempart contre l'Asie. Nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie"**.

On voit donc que la saga sioniste rejoint exactement la saga des grandes puissances colonialistes.

Hier, les étendards des croisés portaient la croix en symbole, aujourd'hui, c'est l'étoile de David entre deux traits bleus représentant le Nil et l'Euphrate, déterminant ainsi les **frontières du "Grand Israël" qui s'étend de l'Egypte à l'Irak, avec l'Ancien Testament comme catalogue de revendications territoriales et de fondement moral.**

Au delà de l'aide que les Britanniques, les USA ou l'Europe apportent à Israël pour leurs intérêts propres, le même fondement idéologique raciste les réunit dans leur entreprise coloniale et il constitue le ciment d'une alliance stratégique, comme d'ailleurs Israël et l'Afrique du Sud furent alliés en leur temps. **Au temps de cette alliance, Israël avait aidé l'Afrique du Sud pour l'obtention de l'arme nucléaire.**

LA COLONISATION SIONISTE EN PALESTINE

En 1901, se crée le "fonds national juif" qui collecte de l'argent afin d'acheter des terres qui constitueront "*la propriété inaliénable du peuple juif*". **Toute terre acquise par le fonds, ne peut être revendue ou travaillée par un non-juif.**

Dès le début de l'occupation anglaise (1917), les Britanniques font tout pour armer, entraîner et installer les nouveaux colons juifs en Palestine. Ainsi apparaît un nouveau type de colonisation : il s'agit d'une "*colonisation de peuplement*" : **la population indigène doit disparaître progressivement au bénéfice des immigrants juifs.**

Le 19 décembre 1940, Y. Weitz, responsable du développement des terres au Fonds national juif, déclarait : "*Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas de place pour les deux peuples dans ce pays. Il n'existe pas d'autre moyen que de déplacer les Arabes dans les pays voisins, tous les Arabes. Tous doivent prendre la direction de la Syrie et de l'Irak, et même de la Transjordanie*".

Cette déclaration nous donne la réelle dimension du projet, qui sera exécuté dès l'adoption du **plan de partage le 29 novembre 1947**, puis en avril et en mai 1948, par les terroristes sionistes.

Ces derniers renforcent leur potentiel **en achetant des terres à des propriétaires "absentéistes"** (propriétaires étrangers qui possèdent des surfaces de terres importantes en Palestine et vivent richement à Beyrouth, au Caire..., pendant que leurs paysans - fellahs travaillent).

D'après les statistiques publiées par les Anglais en 1945 (confirmées par l'ONU en 1947), les sionistes n'avaient acquis que 5,67 % de la surface de la Palestine.

LA CREATION ET LE ROLE DU "SYNDICAT" SIONISTE HISTADROUTH

Voir le dossier spécial sur la Histadrout du Mouvement Justice pour la Palestine

Extrait :

Elle fût **fondée en 1920**. Son nom complet est Fédération générale des travailleurs hébreux en terre d'Israël ; "**Histadrouth**" signifie "fédération".

Les objectifs assignés à la Histadrouth dépassaient largement le cadre syndical : amélioration de la productivité, gestion des embauches, formation professionnelle, fonds de secours mutualisés, organisation de coopératives, colonisation de terres, accueil d'immigrants et défenses.

Toutes les institutions liées à des partis politiques intervenant dans ces domaines devaient être transférées à la Histadrouth.

Celle-ci fût en particulier **à l'initiative de la création, également en 1920, de la Haganah "défense", organisation paramilitaire, convertie après la fondation de l'Etat d'Israël en "Forces de défense d'Israël" (Tzahal selon les initiales en hébreu).**

Le "Travail hébreu"

Le principe de base qui guidait l'activité de la Histadruth était celui de la "conquête du travail".

La signification du concept est double : d'une part, orienter les immigrants juifs vers le travail manuel et agricole plutôt que le commerce ou d'autres professions ; d'autre part, **employer des travailleurs juifs plutôt que des Arabes**. Ce deuxième aspect était résumé dans le slogan du "*travail hébreu*".

Cela constituait un changement d'optique par rapport à la première période d'immigration, qui avait mobilisé des propriétaires terriens ayant recours à des paysans arabes.

Dans les faits, **il s'agissait d'un combat actif pour remplacer les travailleurs arabes employés dans le secteur juif de l'économie palestinienne par des travailleurs juifs**.

C'est dans ce contexte que fut fondée la Histadruth pour assurer les intérêts - conçus sur la base d'un nationalisme bourgeois-colonialiste - des travailleurs juifs.

L'objectif était de détruire les conditions d'existence de la population palestinienne de façon à rendre la réalité conforme au slogan mensonger par lequel le mouvement sioniste tentait de justifier son entreprise de domination coloniale: la Palestine serait "**une terre sans peuple pour un peuple sans terre**". Les Sionistes ne s'en cachaient pas.

Voici par exemple ce que raconte **David Hacoheh**, nommé en 1923 directeur du Bureau de Planification et de Travaux Publics de la Histadruth, militant du courant travailliste mais aussi lié à des représentants du courant d'extrême droite :

"Je devais me battre avec mes amis (à Londres) au sujet de la question du socialisme juif, pour défendre le fait que je n'accepterai pas d'Arabes dans mon syndicat, la Histadruth, pour défendre les exhortations en direction des ménagères qu'elles n'achètent pas dans des magasins arabes, pour défendre le fait que nous faisons la garde auprès des vergers pour empêcher que des travailleurs arabes y soient embauchés."

Et le même **Hacoheh**, en tant que dirigeant de la Histadruth à Haïfa, mit en garde contre le danger que "[...] *les travailleurs des chemins de fer n'oublient pas que la mission des travailleurs hébreux, qui font partie du mouvement de colonisation de la Palestine, n'est pas d'être préoccupés par l'assistance mutuelle en direction des travailleurs arabes, mais d'assister à la fortification du projet sioniste sur le pays.*"

De 1927 et 1936, la Histadruth, en alliance avec les organisations politiques sionistes, déploya une série de campagnes de blocages visant à chasser les travailleurs palestiniens des lieux de travail appartenant à des Juifs.

En 1936, dans le secteur juif, la proportion de travailleurs arabes était de 35 % pour les activités agricoles, et de 14,6 % pour les autres activités.

A cette époque (en 1937), **George Mansur**, un dirigeant syndical palestinien, écrit :

*"L'objectif fondamental de la Histadruth est "la conquête du travail" [...] Peu importe combien de travailleurs arabes sont au chômage, ils n'ont pas le droit de prendre une tâche quelconque qu'un possible immigrant peut occuper. **Aucun Arabe n'a le droit de travailler dans des entreprises juives.**"*

Ce fut **Yitzhak Ben Tzvi**, l'un des principaux promoteurs du sionisme dit socialiste, qui formula de la façon la plus élaborée le raisonnement idéologique sous-jacent.

Dans un essai publié en 1912, il tenta de démontrer que dans certaines conditions historiques, les intérêts nationaux doivent passer devant la solidarité de classe. Il affirmait que le nationalisme arabe en Palestine était une création artificielle destinée à servir les intérêts des grands propriétaires fonciers, prêteurs d'argent et ecclésiastiques arabes palestiniens, qui cherchaient à perpétuer leur domination et l'exploitation des paysans et travailleurs arabes.

Ainsi l'immigration sioniste serait prétendument bénéfique pour la population palestinienne...

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Avant la deuxième guerre mondiale, alors que les nazis prenaient le pouvoir en Allemagne, les juifs sont divisés devant l'attitude à prendre devant l'antisémitisme renaissant. Certains prônent la lutte pour l'assimilation dans les pays d'origines et d'autres se servent de cette haine des juifs pour construire le projet sioniste.

C'est ainsi qu'un accord, la "*Haavara*" "transfert", fut établi en 1933, par les autorités nazies de l'époque et des compagnies d'assurances allemandes (dont certaines juives) pour le transfert des juifs allemands vers la Palestine.

Cet accord fut approuvé par les différentes instances sionistes de l'époque (Ben Gourion en tête), jusqu'au début de la seconde guerre mondiale.

Tom Segev nous dit dans son livre (Le septième million) : "En effet, les nazis voulaient les juifs hors d'Allemagne ; les sionistes souhaitaient qu'ils se rendent en Palestine... La plupart des juifs allemands auraient préférés rester dans leur pays...".

Il nous dit encore, page 56 : "*L'association des immigrants allemands se plaignait que les représentants de l'Agence juive à Berlin allouaient des certificats d'immigration à des invalides*". "*Le matériel humain arrivant d'Allemagne est de pire en pire*", dénonçait l'association, près d'un an après l'arrivée du gouvernement nazi.

Un autre exemple de la collaboration entre les nazis et les sionistes (repris dans le même livre), "*un dirigeant du Lehi (mouvement sioniste de l'époque, connu aussi sous le nom du groupe Stern - l'Etoile), expliqua ce qui portait ses hommes à cette époque : "Nous avions l'obligation de combattre l'ennemi. Nous étions tout à fait justifiés à chercher de l'aide chez l'opresseur nazi, qui était dans cette circonstance l'ennemi de notre ennemi : les Britanniques.*"

En effet, certains sionistes rencontrèrent de hauts fonctionnaires allemands de l'époque (dont Eichman - qui s'est rendu en Palestine dans les années trente) pour leur proposer une aide contre l'Angleterre. "*Les Allemands comprirent que ce groupe avait pour but d'établir un Etat fondé sur les principes totalitaires des régimes fascistes et nazis*".

Les sionistes profitent de la guerre pour se doter d'une armée et d'une industrie militaire, ils prennent leur distance vis-à-vis de l'Angleterre et misent sur les U.S.A.

Ben Gourion disait à l'époque : "*Notre plus grand souci était le sort qui serait réservé à la Palestine après la guerre... Il était manifeste que les Anglais ne conserveraient pas leur mandat. Si l'on avait toutes raisons de croire qu'Hitler serait vaincu, il était tout aussi*

évident que la Grande-Bretagne, même victorieuse, sortirait très affaiblie du conflit... Pour ma part, je ne doutais pas que le centre de gravité de nos efforts fût passé à l'Amérique, qui était en train de s'assurer la première place dans le monde et où se trouveraient les juifs les plus nombreux et les plus influents aussi" (source : BT2).

1947 - LE PARTAGE ET L'OCCUPATION DE LA PALESTINE : LE TEMPS DU NÉOCOLONIALISME

Six millions de juifs meurent victimes du nazisme. En Europe, il faut régler le problème des rescapés des camps de la mort qui se trouvent dans les camps de réfugiés en Allemagne. A ce moment les intérêts des grandes puissances coïncident encore avec ceux des sionistes.

En effet, ces derniers ont besoin d'émigrants pour peupler le "foyer national juif" et les puissances occidentales ferment les portes de l'immigration aux rescapés juifs.

Le monde occidental impose ainsi aux Arabes le règlement de la question juive, alors qu'ils sont étrangers aux persécutions antijuives.

Les gouvernements européens voient dans le sionisme un moyen d'évacuer la question juive sous d'autres latitudes, tout en évitant ainsi de soulever la question de la collaboration avec les nazis et de leur antisémitisme.

C'est pour cela qu'ils voient d'un bon œil la création d'un Etat juif, qui sera aussi et surtout un bastion occidental avancé au sein du monde arabe en pleine ébullition nationaliste.

Les grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) négocient des plans de partage de la Palestine qui débouchent, **le 29 novembre 1947 à l'ONU, sur le partage de la Palestine pour la création de deux Etats et de la zone internationale de Jérusalem (Résolution n° 181).**

L'Etat d'Israël sera le seul à être reconnu. Il faut noter que la population palestinienne n'a jamais été consultée et son autodétermination n'a pas été respectée (ceci est contraire aux principes de la charte des Nations-Unies - chapitre 12).

Les grandes puissances partagent un territoire arabe qui ne leur appartient pas. Les Palestiniens n'accepteront pas ce partage. On nous le reproche toujours. Mais **quel être humain au monde accepterait-il le partage et le renoncement à sa terre ?**

EXPULSION DES PALESTINIENS AVANT LA FIN DU MANDAT BRITANIQUE

Dès le vote du plan de partage, le 29 novembre 1947, **les groupes terroristes** sionistes agissent dans la continuité des plans A, B et C, tentent d'occuper par la force la Palestine (déjà avant le départ des Anglais le 15 mai 1948) et expulsent les Palestiniens qui résistent.

Ben Gourion dit à l'époque : *"La ville neuve de Jérusalem a été occupée et les guérilleros ont été chassés de Haïfa, de Jaffa, de Tibériade et de Safad quand les forces de la puissance mandataire étaient encore présentes... La Haganah fit bien son travail... Les Arabes ont commencé à s'enfuir des villes presque dès le début des désordres, dans les premiers jours de décembre 1947... A mesure que les combats s'étendaient, Bédouins et Fellahs (paysans) se joignirent à l'exode..."*

L'ampleur des troubles poussent les Etats-Unis à tenter de freiner la marche vers le bain de sang.

Le département d'Etat et le Pentagone avaient peur de perdre les "Arabes", pour lesquels ils avaient des projets de constitution de "cordons sanitaires" contre le "péril rouge". C'est pourquoi, le 19 mars 1948, le délégué américain demande au Conseil de Sécurité de l'ONU la suspension du Partage de la Palestine et demande l'examen d'un plan de tutelle temporaire.

Les Etats-Unis craignent l'Union Soviétique, qui compte bien tirer profit de son soutien militaire et politique au mouvement sioniste (à l'ONU), pour le plan de partage.

Le 1er avril 1948, l'ONU vote une trêve.

Le 4, la Haganah déclenche la première guerre de Palestine.

Le Comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien de l'ONU nous éclaire sur les véritables intentions des dirigeants sionistes de l'époque : "Les écrits de ces derniers nous montrent à l'évidence que la politique sioniste était d'occuper, durant la période du retrait britannique, un territoire aussi étendu que possible (y compris la rive occidentale) au delà des frontières attribuées à l'Etat juif par la résolution sur le partage".

Et de citer un haut fonctionnaire israélien : "En mars 1948, le haut commandement de la Haganah a préparé un plan opérationnel global " D " comme Dalet, en remplacement des plans A, B et C qui avaient orienté la stratégie de la Haganah au cours des années précédentes. La mission de la Haganah était aussi simple que révolutionnaire : s'assurer le contrôle du territoire attribué à l'Etat juif et... de ceux situés au delà, contre des forces ennemies... ". (source : Origines et évolution du problème palestinien - 1917-1988 - Nations-Unies).

De nombreux massacres ont été commis en 1948. Le plus connu fut celui de **Deir Yassine** qui a coûté la vie à 105 civils ; il a été perpétré par des unités Etzel et Stern.

Ce sont presque deux cents villages palestiniens qui furent ainsi attaqués et pris par les forces sionistes avant la fin du mandat, le 15 mai 1948. De nombreux habitants furent blessés ou tués. **Tous les survivants furent expulsés ou s'enfuirent, terrorisés.**

Une déclaration de **Ménaïhem Bégin** aux Etats-Unis, en été 1948, disait comment les choses s'étaient passées : *" Dans le mois précédant la fin du Mandat, l'Agence juive décida de faire sortir les Arabes des villes avant l'évacuation des troupes britanniques... L'Agence juive en vint à un accord avec nous (Irgoun) pour que nous exécutions ces arrangements, tandis qu'ils répudieraient tout ce que nous ferions et prétendraient que nous étions des éléments dissidents, comme ils le faisaient quand nous combattions les Britanniques. Alors nous avons frappé avec force et mis la terreur dans le coeur des Arabes. Ainsi nous avons accompli l'expulsion de la population arabe des régions assignées à l'Etat juif "*

Environ 900.000 Palestiniens seront ainsi expulsés. Ils se réfugieront dans des zones qui deviendront des camps qu'ils occupent jusqu'à maintenant (71 au total).

LA DÉCLARATION DE LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL EN MAI 1948

Le vendredi 14 mai 1948 s'ouvre, à 16 h, dans la petite salle du musée de Tel Aviv, la cérémonie de proclamation de l'Etat d'Israël. Ben Gourion lit la déclaration d'indépendance, puis la fait signer. Cela dure une demi-heure, juste avant que ne débute le shabbat.

Le texte de Ben Gourion se réfère à la décision du 29 novembre 1947 (résolution no 181 de l'ONU), mais n'en retient que le projet d'établir un Etat juif. **Ni le partage de la Palestine, ni la création d'un Etat arabe, ni le statut spécial de Jérusalem ne sont évoqués.** Ne sont pas précisées non plus les frontières d'Israël. Vers minuit, le Mandat britannique prend fin. Les Anglais ne transfèrent pas le pouvoir, ils l'abandonnent.

Le premier acte du gouvernement d'Israël est l'abrogation des restrictions à l'immigration juive.

Dès le partage de la Palestine, la Hagana (la future armée israélienne), occupe des villages arabes et en expulse les habitants. Elle commence alors leurs destructions afin que les paysans ne reviennent plus. Ainsi furent détruits 531 villages et près de 300 hameaux.

LOIS RACISTES

Dès sa création, l'Etat d'Israël promulgue des lois, telle que **"la loi du retour" qui ne permet le retour que des juifs en Palestine.**

D'autres lois concernant la terre seront promulguées : **"loi sur les propriétaires absents", "loi de confiscation des terres", "loi interdisant l'achat d'une terre par un non juif", les lois qui interdisent la participation aux élections de tout parti arabe n'ayant pas reconnu le caractère juif de l'Etat, la loi sur l'éducation qui fixe parmi ses objectifs la promotion de la culture juive et l'idéologie sioniste, etc...**

En 1973, l'ONU condamnera le sionisme comme étant une forme de racisme. Dans les années 90, l'ONU annulera (chose exceptionnelle) cette résolution sous l'influence de plusieurs pays, dont la France.

Dernièrement l'ONU a produit un rapport (de David Kretzmer professeur à la Faculté de Droit à l'Université Hébraïque et rapporteur de la Commission des droits de l'Homme pour les Nations-Unies) qui recense **17 lois comportant des discriminations envers les citoyens arabes d'Israël.**

Concernant les territoires occupés en 1967, Israël utilise l'arsenal de lois d'occupation datant des Anglais et promulgue des milliers d'ordonnances militaires dont certaines sont toujours en vigueur aujourd'hui.

Ces lois et ordonnances entérinent dans les faits non seulement la séparation en Israël et dans les Territoires entre les juifs et les non-juifs, mais aussi l'expulsion quotidienne des Palestiniens de leurs terres.

Le Sionisme : 2ème Partie



Photo Shaml : Vie quotidienne sous des tentes pour les 6.000 résidents palestiniens du camp de réfugiés de Nahr Al-Barid à Tarabulus, au Liban, en 1952. Aujourd'hui, la population du camp est de 37.542 personnes.

Nous avons vu dans la première partie de cet article comment l'antisémitisme était la cause de la création du mouvement sioniste et comment ce dernier a collaboré avec les grandes puissances coloniales de l'époque, mouvement qui donnera finalement naissance à l'Etat d'Israël en 1948.

Il faut regarder de plus près les circonstances de cette création et les Etats qui ont fourni une aide au mouvement sioniste.

LA FRANCE COLONIALE ET LE SIONISME : LA GAUCHE FRANCAISE (SOCIALISTES & COMMUNISTES) ET LE SIONISME

Parmi eux, figure l'Union Soviétique qui, dès les années vingt, met à disposition une logistique militaire, allant jusqu'à entraîner les pilotes d'avions sionistes... A l'époque, l'URSS était en concurrence avec les Britanniques qui occupaient toute la région du Moyen-Orient.

Les Russes voulaient un débouché sur la mer et une base avancée dans la région. Le mouvement sioniste qui prônait des idées "socialisantes" et dont les chefs historiques étaient originaires d'Europe de l'Est ne rechignaient pas à demander de l'aide au "Grand frère".

Après la seconde guerre mondiale, au moment du démembrement de l'Empire britannique et de la montée en puissance des Etats-Unis, il fallait se positionner très vite sur l'échiquier mondial afin de s'assurer entre autres les réserves énergétiques. C'est pourquoi l'URSS a soutenu à l'ONU et militairement la création de l'Etat d'Israël.

Dès le partage, des armes arrivèrent en masse en Palestine via la Tchécoslovaquie, sur ordre de Moscou. Comme fût d'ailleurs demandé à tous les partis communistes frères de soutenir la création de l'Etat sioniste.

En France, le sionisme n'a jamais été la panacée chez les citoyens de confession juive, surtout que le modèle assimilationniste de la République s'opposait au rêve sioniste. Mais en 1947, avec l'affaire du bateau "l'Exodus" qui venait dans le contexte d'après génocide, les choses allaient prendre une autre tournure. A l'époque, les journaux reflétant les grands courants d'opinions en France nous donnent la mesure de la sympathie envers les sionistes.

Mis à part les journaux de droite, nous nous intéresserons aux journaux de gauche :

"**L'Humanité**" communiste et le "**Populaire**" pour la SFIO socialiste. Ce choix d'aider Israël s'explique par le choix stratégique de l'URSS au profit de cet Etat et le fait que beaucoup de juifs militent au parti.

A la SFIO, le soutien est total. A l'époque, Léon Blum et son entourage sont très impliqués.

"**Léon Blum juif et sioniste**" est le titre du livre publié en 1952 par Maître Blumel, un proche du dirigeant. Ce soutien se traduira par la suite à travers l'aide à l'élaboration de la bombe atomique en faveur d'Israël ainsi que la construction du réacteur nucléaire à Daymona (dans le désert du Néguev).

Le 15 mai 1948, le lendemain de la création de l'Etat d'Israël, l'Humanité rapportait (source : La documentation Française : "La création de l'Etat d'Israël") : "*Le parti communiste, dans une décision de son comité central, dit aujourd'hui : " Le mandat (britannique) taché de sang est liquidé par la lutte héroïque du peuple juif pour son indépendance et par l'aide de l'Union soviétique et de toutes les forces démocratiques du monde. Mais cette lutte pour l'indépendance n'est pas encore terminée. Les armées anglaises restent sur le sol d'Israël et la légion arabe attaque. Il nous faut mobiliser toutes les forces du peuple juif pour la lutte en faveur de sa liberté".*

Quant au Populaire, l'organe de la SFIO, il écrivait le 15 mai 1948 : "*Le monde a trop à se faire pardonner à leur égard pour disputer aux juifs le droit de se grouper et de vivre selon leurs traditions et la possibilité de ne plus se sentir une minorité chez les autres. Ce droit et cette possibilité, la Société des Nations les leur avait reconnus. Ils l'ont, depuis, mérité par l'extraordinaire effort qui les a conduits à une victoire à la fois sur eux-mêmes et sur une nature hostile. La collectivité juive de Palestine était un fait. Elle entre, depuis cette nuit, dans la réalité juridique.*

De l'Europe où ils sont encore maintenus dans des camps, des milliers de juifs vont maintenant se diriger vers leurs camarades qui les accueilleront à bras ouverts. Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté des racines solides. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où il persévérera dans la voie du socialisme qu'il pourra se consolider. La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre internationale. Le monde doit accueillir l'Etat d'Israël par le souhait même qui est le "bonjour" des juifs palestiniens : " Que la paix soit avec toi" (Carriche) "

Le 15 mai 1948, la Palestine est déjà conquise par les sionistes et les Palestiniens, qui ont laissé 14.813 morts sur le terrain, sont déjà des réfugiés. Ni le Populaire, ni l'Humanité ne l'ont rappelé...

ANTISÉMITISME, POGROMS, GÉNOCIDE ET SIONISME

Dans le Monde Diplomatique daté de mars 2001, Tom Segev témoigne d'une réunion publique tenue dans la salle même où Eichmann avait été jugé quarante ans plus tôt avec, comme invités, Bernard-Henri Levy et Alain Finkelkraut.

Ces derniers s'efforçaient d'évaluer "*le profit ou les pertes qu'Israël pouvait attendre de l'entretien de la mémoire du génocide*".

Le problème qui se posait après que le génocide eut décimé les juifs européens est que cela a diminué le "caractère européen" de l'Etat d'Israël. Ce dernier avait dû faire appel

aux Arabes de confession juive (Maroc, Tunisie, Yemen, Irak...). Ces derniers étaient assez mécontents du sort qu'on leur réservait en "Terre Promise".

Ben Gourion disait d'eux : *"Ils vivaient en Asie ou en Afrique et n'avaient pas la moindre idée de ce que Hitler avait fait. Il fallait donc leur expliquer tout cela en partant de zéro"*.

Ben Gourion organisa l'enlèvement et le **jugement d'Adolf Eichmann** afin de faire le procès de l'Holocauste.

Ben Gourion disait : *" Ici, la chose essentielle n'est pas la punition, mais bien le fait que le procès ait lieu et qu'il ait lieu à Jérusalem "*. Ce procès allait contribuer à ce qu'Israël élabore sa mémoire collective de l'Holocauste.

Tom Segev nous dit : *"Le génocide devait confirmer la validité morale de l'idée sioniste et servir les desseins de l'Etat d'Israël ... Le procès visait sans doute aussi à contrebalancer l'accusation selon laquelle le mouvement sioniste dirigé par Ben Gourion n'aurait pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour sauver les juifs d'Europe"*. Le procès devait servir de thérapie collective et faire sortir du silence les rescapés.

Les sondages d'opinion confirmant que la plupart des Israéliens d'aujourd'hui se considèrent comme des survivants du génocide, même s'ils appartiennent à des familles originaires du monde arabe, confirme la manière dont le génocide s'est mué en élément central de la vie en Israël. Cette perception de victime est aussi inculquée dans les communautés juives dans le monde.

Il ne s'agit pas ici de nier l'existence du génocide, mais nous voulons montrer comment les dirigeants israéliens l'ont manipulé, tel que **Menahem Begin** quand il écrit au président Ronald Reagan pour qu'il envoie son armée à Beyrouth afin de capturer Adolf Hitler - c'est à dire Yasser Arafat - dans son bunker, il manipule le génocide.

De même, les opposants à Oslo ont massivement utilisé le génocide; peu avant son assassinat, le **Premier ministre Itzhak Rabin** était représenté sur une affiche en uniforme SS... .

Le fait de rendre central le génocide en Israël et dans les communautés juives à l'étranger et d'identifier Israël au génocide devait masquer et constituer un barrage moral imparable pour tout ceux qui voulaient soulever la question du sionisme et de l'Apartheid d'un Etat théocratique, raciste et colonial. Beaucoup cèdent au chantage pratiqué par certains intellectuels.

Jusqu'à quand devons-nous accepter ce chantage ? Devrons donner six millions de martyrs pour obtenir nos droits ?

Par ailleurs, la création d'Israël a-t-elle réglée la question de l'antisémitisme ? Certainement pas, la renaissance d'organisations d'extrême droite en Europe le prouve ! Et nous voyons au contraire qu'il l'utilise toujours pour légitimer sa présence.

LE SIONISME ET LA GUERRE CONTRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS

S'il y a bien un point sur lequel Israël n'a pas changé, c'est la question **du droit au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres**.

Pourtant une **résolution de l'assemblée générale de l'ONU (n° 194 du 11 décembre 1948)**

leur garantit ce droit. L'acceptation de cette résolution par Israël était la condition d'entrée de ce dernier à l'ONU en 1949. Pourtant, Israël refuse toujours aux 6 millions de réfugiés (les deux tiers du peuple palestinien) le droit de retour.

Israël a promulgué une loi en 1954 contre les "infiltrés", qui prévoyait leur expulsion. Non seulement Israël ne permet pas le retour des réfugiés, mais il leur a fait la guerre depuis plus de cinquante ans afin de les disperser encore plus loin.

Les camps de réfugiés hier comme aujourd'hui sont le lieu du champ de bataille entre Israël et le peuple palestinien. Certains camps ont été bombardés jusqu'à être complètement rasés plusieurs fois, comme celui de Aïn Al Helwé au Liban.

Le massacre de Sabra et Chatila n'était pas un incident de parcours pour les sionistes, il devait comme le massacre de Deir Yassine, le 9 novembre 1948, être un exemple pour frapper au cœur des Palestiniens afin qu'ils ne reviennent jamais.

Aujourd'hui, il existe 71 camps officiels (sans parler des taudis informels) gérés par les Nations-Unies.

Depuis 52 ans, Israël ne veut pas entendre parler de retour des réfugiés, il fait tout pour faciliter la venue de nouveaux émigrants. On nous dit à nous, Palestiniens, qu'il n'y a pas de place pour nous accueillir.

Alors expliquez-nous comment depuis 1989, Israël a accueilli plus d'un million de nouveaux émigrants venu des ex-pays de l'Est ! D'autres nous disent qu'entreprendre le retour après cinquante ans n'est pas sérieux et qu'il y a des gens qui habitent dans nos maisons.

Mais alors, le retour après 3000 ans d'exil pour "les juifs" serait-il plus sérieux que le notre ?

Les véritables raisons sont que :

1- Cette question pose le problème des biens et des terres confisquées par l'Etat d'Israël lors de sa création.

2- L'autre question est bien entendu celle de la légitimité de l'Etat d'Israël. Ce dernier n'a jamais reconnu sa responsabilité dans le problème des réfugiés. Il l'impute à l'entrée en guerre des pays arabes contre lui, alors que dans les faits au moment du déclenchement de cette guerre en mai 1948, les Palestiniens étaient déjà réfugiés, comme nous l'avons vu plus haut.

De plus, le retour des réfugiés pose pour Israël la remise en question de la nature de l'Etat juif qui recommande toujours la séparation d'avec les non-juifs, alors que le peuple palestinien (et sa résistance) recommande dans son projet de société la cohabitation entre tous ces citoyens, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans.

C'est ce projet démocratique qui fait peur à Israël. Pour cela et afin de justifier la conquête de la Palestine et d'en expulser ses habitants, Israël a toujours centré sa propagande sur son fameux slogan "Une terre sans peuple, pour un peuple sans terre". A croire que nous venons de la planète Mars.

Mais au delà du retour physique qui est possible, parce que selon des études menées, 75% des terres où se trouvaient les 531 villages rasés sont actuellement vides, le droit au retour est un droit imprescriptible et se sont les questions de notre citoyenneté et de notre identité palestinienne qui sont en jeu.

Nous sommes Palestiniens et notre histoire s'est forgée sur la terre de Palestine occupée progressivement par Israël en 1948 et en 1967.

Comment renoncer à cette terre et à l'identité qu'elle a engendrée ? Mais encore une fois, pour nous, c'est plus un retour vers la dignité et la liberté, comme pour tout peuple sur cette terre !

LE SIONISME ET LES ÉTATS ARABES : LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Israël, le cinquante troisième Etat américain... Tellement les relations sont stratégiques entre ces deux Etats certains l'appellent ainsi. Dans les faits, Israël, ou le foyer national juif que les Britanniques ont fondé, divise la nation arabe et constitue une base avancée dans la région pour la protection des intérêts des grandes puissances de ce monde (dont la France). Aujourd'hui, la situation n'a pas changé.

Nous rappelons qu'Israël a contracté des accords de coopération stratégiques avec les Etats-Unis ou avec d'autres pays comme la France.

Lors de l'une de ses visites au Pentagone, Ariel Sharon a mesuré l'intérêt des Etats-Unis pour Israël. Les responsables lui ont précisé qu'Israël équivalait à VINGT porte-avions stationnant dans la région. **Israël est le flic du Moyen-Orient pour faire respecter le diktat américain** (avec ou sans guerre froide).

Si l'un des pays arabes lève la tête, c'est automatiquement la guerre ! Le cas de l'Irak est exemplaire.

Donc, les Etats arabes participent de ce principe de la stratégie des grandes puissances avec à leur tête les Etats-Unis. C'est pourquoi le peuple palestinien ne peut compter sur eux.

La résistance palestinienne moderne est née dans ce contexte agressif. Du reste, le contexte existant depuis le début du siècle n'a pas changé. Les pays arabes n'ont jamais mobilisé leurs armées pour libérer la Palestine.

Le mouvement de résistance palestinien a, depuis la naissance du mouvement sioniste, dû lutter d'une part contre la colonisation sioniste et, d'autre part, se défendre des agressions de certains Etats arabes, les événements de "Septembre-noir" en Jordanie ou du Liban le prouvent.

Mais l'une des constantes fût aussi que face au mouvement sioniste, il ne pouvait y avoir de demi-mesure et aucune légitimité ne peut être donnée à un projet colonial.

La charte nationale palestinienne de 1968 précisait dans le paragraphe n° 22 :
"Le sionisme est un mouvement politique, organiquement lié à l'impérialisme mondial et opposé à tous les mouvements de libération et de progrès dans le monde. Le sionisme est, par nature, fanatique et raciste. Ses objectifs sont agressifs, expansionnistes et coloniaux.

Ses méthodes sont celles des fascistes... Israël est l'instrument du mouvement sioniste. C'est une base géographique et humaine de l'impérialisme mondial qui, de ce tremplin, peut porter des coups à la nation arabe pour combattre ses aspirations à la libération, à l'unité et au progrès. Israël est une menace permanente pour la paix au Proche-Orient et

dans le monde entier..."

Dans cette même charte, L'OLP réclame la destruction des structures racistes de l'Etat d'Israël. Ce choix de la résistance palestinienne fût en fait imposé par la nature du mouvement sioniste-colonialiste qui n'a fait qu'expulser un peuple de sa terre pour y installer des colons.

C'est ce paragraphe ainsi que d'autres dont l'abrogation sera réclamée par Israël et les USA et que Yasser Arafat déclarera " *caduc* " en 1989 mais qui ne sera jamais abrogé, comme certains le déclarent.

LE SILENCE OU L'ABSENCE D'UNE VRAIE GAUCHE ISRAELIENNE

Uri Avnery, un intellectuel israélien nous dit : " *Une grande partie des soi-disant Israéliens de gauche sont en fait des gens de droite modérés qui suivent la mode de la paix... Depuis sept ans, les classes moyennes qui constituent cette mouvance ont développé un scénario de paix, duquel était exclue la voix palestinienne...* ".

Une phrase qui en dit long sur l'image que se font les Israéliens en général et les "Pacifistes" en particulier de leurs relations avec le peuple palestinien que certains ne reconnaissent même pas.

Leur sécurité qui les pousse jusqu'à porter au pouvoir Ariel Sharon, un criminel contre l'humanité, est plus important que tout. Israël est prisonnier de sa mémoire et de son idéologie.

L'APOGÉE DU MOUVEMENT SIONISTE

Dès la constitution du mouvement sioniste (1897), la terre a toujours représenté le centre de son idéologie. Il s'est organisé et a utilisé tous les moyens pour parvenir au fil des générations, de l'Empire Ottoman à nos jours, à l'obtention de la terre des mains des Palestiniens.

L'appropriation de la terre par tous les moyens était la condition préalable à la colonisation en Palestine, puisque c'était l'objectif du sionisme et l'instrument permettant la création de l'Etat et la détermination de ses "frontières".

Selon **R. Weits**, l'un des directeurs du département de l'Agence juive, les organisateurs de la colonisation sioniste au cours des 60 dernières années ont fait en sorte que les futures frontières de l'Etat Hébreu soient déterminées par des points de colonies de peuplement qui aillent en s'élargissant progressivement de manière à occuper une superficie maximum.

Ainsi donc, la motivation première de la colonisation n'était pas la fertilité de la terre, mais la possibilité d'assurer à l'Etat une surface maximale.

Car la traduction effective du projet sioniste en Palestine est l'appropriation de la terre et le refus absolu de céder la moindre parcelle de terrain, car cela constituerait une menace pour le projet tout entier.

C'est donc l'enjeu de la terre dans le projet sioniste qui explique le refus d'Israël de démanteler ses colonies. C'est pourquoi, qu'ils soient du parti Travailleiste ou du Likoud, tous ont construit des colonies en Palestine.

De 1967 à 1977, les travaillistes ont érigé 86 colonies.

De 1977 à 1984, le Likoud et Sharon à leur tête ont instauré 115 colonies en Cisjordanie, Gaza et autour de Jérusalem.

Durant la première Intifada, de 1987 à 1993, le rythme de la colonisation s'est accru.

Après Oslo, elle est devenue le maître mot des différents gouvernements israéliens.

Que ce soient Rabin, Pérès, Natanyahu, Barak ou Sharon, tous ont confisqué des terres aux Palestiniens et construit des colonies, utilisant pour cela tout un arsenal de lois datant des Turcs, des Anglais, des Jordaniens et leur propre arsenal, ainsi que la force.

Tout un réseau de routes relie les colonies entre elles. **Depuis 1993, les constructions ont augmenté de 52,5 %. Il y a actuellement plus de 250.000 colons dans les territoires et environ 200.000 à Jérusalem-Est. Soit un total de 450.000 colons.**

A Hébron, 400 colons occupent la vieille ville habitée par environ 100.000 palestiniens.

La bande de Gaza possède le triste record de la densité de population la plus forte au monde. Il y avait plus d'un million d'habitants pour 8.000 colons qui occupaient 40% du territoire sur une superficie de 360 km².

Les Israéliens dans leur grande majorité rendent les Palestiniens responsables des "violences" et pensent qu'ils auraient dû accepter ce que leur donnait Barak qui a été extrêmement "généreux" avec nous. **Nous devons rappeler ici qu'actuellement, nous ne négocions que sur environ 20% de notre territoire originel.**

Ce positionnement israélien est tout à fait logique car résultant d'une **éducation sioniste qui leur apprend qu'Israël s'étend du Nil à l'Euphrate et qu'en plus, c'est Dieu lui même qui a donné cette terre au peuple "élu", le "peuple du livre".**

Comment voulez-vous que les Israéliens réagissent autrement ? Et ils n'ont pas vu que la poursuite de la colonisation et les humiliations quotidiennes provoqueraient une réaction du côté palestinien.

L'Intifada (le soulèvement palestinien) n'est que l'image de la société "barbare" israélienne, comme la qualifie la seule journaliste israélienne dans les territoires occupés (Amira Hass, du journal Haaretz).

Il y a là un jeu de miroir que certains ne veulent pas voir. Eh bien le dialogue continué, mais cette fois-ci, c'est le "dialogue de sang". Certes nous sommes perdant de ce côté, mais c'est le prix à payer, comme l'ont payé d'autres peuples pour leur liberté. Pour en finir sur cette "gauche", il n'existe que des groupuscules antisionistes qui considèrent qu'une paix juste au Proche-Orient ne peut voir le jour qu'avec la fin de l'Etat sioniste. Certains objecteurs de conscience en font partie.

Aujourd'hui, le mouvement sioniste qui contrôle et colonise la totalité de la Palestine est à son apogée. A l'origine du soutien à Sharon, il ne s'agit plus ici de la volonté de sécurité

pour les rescapés du génocide, mais bien de l'arrogance du colonisateur qui agit en terrain conquis.

EN FRANCE : LE SILENCE ET LA COMPLICITÉ DE LA GAUCHE ET DES POLITIQUES EN GÉNÉRAL OU DE L'ACTUALITÉ DU FAIT COLONIAL

On a beaucoup parlé, dans les médias français, du silence de la gauche israélienne, mais on a laissé de côté le silence d'une grande partie de la gauche française, qui déjà, selon ses militants (nous avons eu beaucoup de témoignages) n'est pas du tout à la hauteur de l'événement, ainsi que le silence complice de la droite. Pour nous, ce silence n'est pas étonnant du fait des conditions historiques coloniales de la naissance du mouvement sioniste et celles de l'Etat d'Israël.

Nous avons décrit cette histoire et nous constatons d'abord qu'il n'y a jamais eu d'autocritique quant au soutien qu'apportent le parti communiste, le parti socialiste et les partis de droite à l'Etat d'Israël, le seul "Etat démocratique" dans la région comme l'a dit **Lionel Jospin** en février 2000, ou par rapport à certaines guerres coloniales comme la guerre d'Algérie.

N'oublions pas que c'est **Mitterrand** qui a envoyé la troupe en Algérie avec les pouvoirs spéciaux et que le parti communiste français entre autres...fut de ceux qui vota en leurs faveurs. **La sociale démocratie française envoya la troupe en 1956 contre l'Egypte et en 1991 contre le peuple Irakien.** Nous voyons encore à quel point nous Arabes "barbares" avons à apprendre des Européens "civilisés".

Nous disons à la gauche française et à ces messieurs de la droite qu'un Etat fondé sur l'expulsion d'un peuple, pratiquant l'Apartheid envers ses propres citoyens (les Palestiniens d'Israël et les juifs originaires des pays arabes et les juifs noirs) ainsi que l'occupation, la colonisation et la répression de tout un peuple, ne peut pas être démocratique et juste.

Mais il ne faut pas s'étonner de ce soutien et de cette complicité car le fait colonial de l'Etat d'Israël se nourrit des valeurs du colonialisme européen d'hier.

Cette collaboration scientifique, économique, culturelle et militaire avec ce même Etat révèle en fait que l'Occident n'a jamais renoncé à ces ambitions de domination.

Nous voyons encore le fossé de cette gauche et de cette droite qui masquent leur complicité avec Israël. Tout juste certains parlent d'un semblant de territoires occupés en 1967. Mitterrand parlait de territoires "*disputés*".

Cette position, nous la retrouvons non seulement chez ces partis mais aussi chez **SOS Racisme, la LICRA** et d'autres... Allons, Messieurs, encore un petit effort, il y a des gens qui meurent et d'autres qui croupissent dans des camps de réfugiés depuis plus de cinquante ans.

Pourquoi la LICRA porte-elle plainte contre ceux qui ont proféré des slogans antijuifs lors de la manifestation du 7 octobre et ne poursuit-elle pas la horde de sionistes qui à la fin de la manifestation en faveur d'Israël le 10 octobre 2000 a brisé des vitrines et "cassé du bognoul" sur les Champs Elysées?

Pourquoi, toujours la Licra ne fait-elle pas une campagne d'affichage sur l'Apartheid de l'Etat d'Israël et nous parle-t-elle seulement de l'Apartheid en France?

Apparemment le racisme est divisible. D'autres font un amalgame douteux entre les musulmans de ce pays et les violences contre les juifs et voient des islamistes partout. Et certains de mettre de l'huile sur le feu.

Nous n'ignorons pas qu'il y a eu des actes inacceptables contre des synagogues, des magasins juifs ou même contre des particuliers juifs, que nous condamnons vigoureusement.

Nous ne partageons pas cette opinion qui tend à blanchir et à distinguer le mouvement de solidarité "français" et l'autre issu de l'immigration musulmane ou autre.

Nous rappelons que lors de la manifestation du 7 octobre 2000 de solidarité avec la Palestine, les "organisations françaises" se sont séparées et désolidarisées, lors du parcours, d'avec les associations issues de "l'immigration", dont nous faisons partie (association des Palestiniens en France) et que cette partie du cortège s'était séparée du groupe minoritaire qui a provoqué le dérapage.

En faisant ces amalgames douteux, certains (voir Libération daté du 30 octobre) jettent l'anathème sur le mouvement de solidarité issu de l'immigration et veulent le criminaliser.

L'Intelligentzia se place de la sorte comme la seule capable de défendre le peuple palestinien. Cette élite a une fâcheuse tendance à oublier la véritable nature raciste de l'Etat d'Israël et, par ces attaques basses, elle masque sa compromission et son inaction.

Ce qui gêne, c'est qu'une nouvelle mobilisation menée par des "bronzés" soit apparue en faveur du peuple palestinien en France.

Il est vrai que le conflit israélo-palestinien et israélo-arabe entretient le sentiment, chez les Palestiniens et les Arabes en général, de vivre sous le joug de l'Occident. La guerre du Golfe en 1991 l'a prouvé et a renforcé ce sentiment. La plupart des personnes issues de l'immigration maghrébine sont loin d'être antijuives.

Elles expriment parfois maladroitement leur perception du conflit entre un Etat colonial raciste, parce qu'en tant que victimes de ce racisme en France, ou l'ayant connu lors de l'occupation et la colonisation de leur pays, elles sont concernées.

Refusons les logiques de ces institutions - LICRA, CRIF, BETAR, TAGAR, KKL, KAHANA FRANCE (et autres organisations paramilitaires présentes en France...) - qui légitiment une solidarité avec un Etat raciste dont la population a porté, on ne le répétera jamais assez, un bourreau aux plus hautes fonctions de l'Etat. Ces mêmes institutions entretiennent l'amalgame entre juif et israélien, mettant ainsi en porte à faux et en danger des juifs en France qui ne soutiennent pas du tout l'Etat d'Israël et les mettent ainsi à la portée d'inconscients. Ils sèment aussi le doute dans la population française quant à l'éventualité d'affrontements intercommunautaires (comme le prouvent certains sondages).

Les positions du CRIF, du Consistoire Israélite et d'autres, grèvent les chances d'une cohabitation pacifique entre certaines communautés à mesure que le conflit s'amplifie. Certains seraient tentés de jeter de l'huile sur le feu.

Les gouvernants de ce pays devraient agir vite et fermement en interdisant ces groupes. Mais au lieu de cela, Mr Jospin, Chirac, Sarkozy en ont accueillis certains à Matignon et à l'Élysée. Malheureusement, le sionisme est toujours présenté comme une idéologie progressiste et une grande majorité politique de ce pays le soutient.

Ce qui gêne, encore une fois, c'est le positionnement antisioniste de cette immigration maghrébine, comme l'exprime ces jeunes (paroles reprises dans le magazine Marianne du 16 au 22 octobre 2000) : "Nous, on se sent Palestiniens" - Houria, Karim et Salima ont entre 25 et 30 ans.

Etudiants, musulmans, ils viennent des banlieues, vivent à Paris, jugent les enfants des cités.

Et s'expliquent : " Dans les cités, tous les discours peuvent prendre, même les plus extrémistes. Les gamins s'estiment laissés pour compte comme tous les Arabes dans le monde, comme ceux de Palestine, explique Karim.

La télé revient toujours dans leurs discours : ils trouvent qu'ils y sont stigmatisés, sous-représentés, que tous les médias sont contre eux...

Mais **attention : ce n'est pas parce qu'on est contre l'Etat d'Israël qu'on est antisémite. Juif et sioniste ne sont pas synonymes, que je sache.** Mais par crainte de l'amalgame, on n'ose plus rien dire.

C'est ce non-dit permanent qui fait que, lorsque les choses ressortent, ça peut être violent... ". -

Houria acquiesce : "Les gamins des cités ne sont pas en contact avec les juifs, ils ne les voient qu'à la télé, où ils n'entendent qu'un seul discours : Juif = Israël. Du coup, ils pensent que les juifs sont des tueurs d'Arabes. Or, **les institutions juives renforcent cette confusion juif-sioniste.** Si je dis qu'Israël est un Etat colonial - ce que je pense -, je suis considérée comme antisémite. Mais ce n'est pourtant pas de religion que je parle : c'est de politique"

"Il ne faut pas oublier, reprend Karim, que la quasi-totalité des meurtres racistes qui ont eu lieu en France dans les cinquante dernières années ont eu pour victimes des Arabes"

"Nous, explique Salima, on se sent Palestiniens, oui. Mais ce n'est pas contre les juifs. Ce n'est pas de la solidarité : simplement, nous écoutons les mêmes musiques et nous parlons la même langue".

Ce positionnement entraîne obligatoirement une opposition radicale contre les politiques français qui soutiennent Israël. Face à cela, le pouvoir en France (droite et gauche) qui participe de la domination économique et militaire directe ou indirecte de la région du Moyen-Orient, criminalise le mouvement de solidarité avec la Palestine. Ce fut aussi le cas du temps de la guerre du Golfe.

Face à cela, les événements en France ont prouvé que l'immigration maghrébine ou une autre immigration n'animera aucunement une guerre ethnico-religieuse, n'en déplaie à certains.

Certains aussi au sein du mouvement "de solidarité en France" soutiennent aussi les thèses de l'antisémitisme issu des cités populaires ou des jeunes issues de l'immigration (surtout maghrébine).

Vous êtes concernés !

Pourquoi le peuple palestinien doit-il encore subir les conséquences du génocide dont l'Europe est responsable? Nous subissons aussi les conséquences du partage de notre pays,

auquel la France avait apporté son accord. Nous n'avons aucune responsabilité dans le génocide et nous n'avons aucun complexe par rapport à celui-ci.

Le conflit Israélo-palestinien n'est pas un conflit lointain, International, comme certains le qualifie pour ne pas s'en occuper. Il est au contraire une partie indissociable de l'histoire européenne. C'est d'Europe que doit venir le pardon.

C'est d'Europe que doit venir le désengagement moral et politique envers Israël. C'est l'Europe et le Christianisme qui doivent, comme l'a fait le pape Jean Paul II, remettre en cause leur vision d'un monde "civilisé" qui doit par la force intervenir contre le monde "barbare". Vous avez cette première responsabilité.

SITUATION DU PEUPLE PALESTINIEN

Les Palestiniens dans le monde : Situation et nombre des réfugiés en 2006

Sur 10 100 000 palestiniens recensés par l'autorité palestinienne en 2006 dans le monde, environ 6,5 millions sont réfugiés. L'UNRWA recense 4.349.946 réfugiés palestiniens. source <http://www.arabs48.com> - 27 mars 2006

L'UNRWA, agence de l'ONU consacrée pour les réfugiés palestiniens, a publié hier des nouvelles données statistiques sur le nombre des réfugiés palestiniens, inscrits auprès de l'agence, qui vivent en Jordanie, Syrie, Liban, Cisjordanie et la bande de Gaza. Un million 278.678 réfugiés vivent dans les camps.

Les statistiques indiquent que le nombre de réfugiés palestiniens au Liban est de 404.000 réfugiés, vivant dans 12 camps, le nombre d'écoles de l'UNRWA au Liban est de 67 écoles, le nombre d'élèves dans ces écoles 39.290 élèves.

Selon les sources de l'UNRWA, il y a un million 827.000 réfugiés en Jordanie, dont 288.110 réfugiés répartis dans une dizaine de camps.

En Syrie, selon l'agence, le nombre de réfugiés palestiniens est de 432.000, dont 116.000 réfugiés répartis sur une dizaine de camps. Il existe dans ces camps 118 écoles de l'UNRWA, fréquentées par 64.149 élèves.

Les statistiques indiquent que le nombre de réfugiés inscrits auprès de l'agence en Cisjordanie est de 699.814 réfugiés, dont 184.382 dans les camps. Pour les réfugiés de la bande de Gaza, ils sont 986.000 dont 479.000 répartis dans les camps.

Ce ne sont que les chiffres des réfugiés inscrits à l'UNRWA. Les réfugiés de l'Intérieur (Palestiniens chassés de leurs terres et de leurs maisons, mais réfugiés dans leur propre pays, dès 1948) ne comptent pas dans les statistiques de l'UNRWA car l'Etat d'Israël refuse la présence de cet organisme sur "son" territoire, alors qu'ils sont environ 350.000 réfugiés internes, qui revendiquent leur retour à leurs terres et à leurs biens.

De plus, 900.000 palestiniens sont les réfugiés de la guerre de 1967. Il y a aussi les réfugiés de 1948 qui ne se sont pas fait inscrire sur les listes de l'UNRWA en 1948/1949 environ 100000 personnes.

Aujourd'hui les Palestiniens se trouvent partout dans le monde et sont majoritairement (au 2/3) des réfugiés sans papiers indiquant leur identité palestinienne.

Les Palestiniens au Liban arrivés en 1947/48 (environ 400 000 aujourd'hui) ne possèdent aucuns droits politiques et civiques. Ils n'ont pas le droit d'exercer 72 métiers et ont subit depuis 1948 une répression très importante de la part d'Israël, du Liban et de milices fascistes.

Ils possèdent un document de voyage au titre de réfugiés octroyé par les autorités libanaises.

Les réfugiés palestiniens au Liban issus de la guerre de 1967, ne sont pas reconnus réfugiés de l'UNWRA comme les autres et n'ont aucun papier d'identité.

Les Palestiniens en Syrie (environ 430 000) ne possèdent aucun droit politique et aucun droit civique, les droits au travail ne sont pas limités sauf pour les postes dans l'administration, l'armée et les services de renseignements.

Ils possèdent un document de voyage au titre de réfugiés octroyé par les autorités syriennes.

Les Palestiniens en Egypte (environ 300 000) ne possèdent aucun droit politique, aucun droit civique, les droits au travail ne sont pas limités sauf pour les postes dans l'administration, l'armée et les services de renseignements.

Ils possèdent un document de voyage au titre de réfugiés octroyé par les autorités égyptiennes.

Les Palestiniens en Jordanie (environ 3 000 000) n'ont aucun droit à une expression politique palestinienne mais peuvent voter et être élus dans le cadre de partis jordaniens. Leurs représentants au parlement jordanien sont proportionnellement moins importants que ceux des Jordaniens.

Les droits au travail ne sont pas limités sauf pour les postes dans l'administration, l'armée et les services de renseignements. Ils possèdent pour certains un passeport temporaire et d'autres un passeport avec carte d'identité qui peut être retiré à tout moment. Plusieurs dizaines de milliers de palestiniens sont dans ce cas.

Les Palestiniens en Irak : Ils subissent actuellement une répression féroce, expulsion de leur habitation, assassinats, enlèvements,...

Concernant l'UNRWA, cette dernière est en faillite comme par hasard depuis les accords d'Oslo en 1993 (accord qui n'indiquent aucune solution pour les réfugiés) quand les donateurs comme la France ont considérablement réduit leur quotepart, ce qui signifie un désengagement politique concernant le droit au retour.

L'arrêt des activités de l'UNRWA, ne violerait pas seulement son mandat (basé sur la résolution 194 des Nations-Unies), mais déresponsabiliserait la communauté internationale sur la question des réfugiés Palestiniens créée par le plan de partage de l'ONU sur la Palestine.

LE SIONISME ET LE RENOUVEAU DU MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEN

La naissance de la résistance palestinienne ont été la réponse à la **Nakba (l'expulsion du peuple palestinien)**. Cette résistance est virulemment combattue par Israël. Elle est aussi gênante et parfois combattue par certains régimes arabes, mais elle continue.

Les Palestiniens vivent dans l'espoir du retour sur leur terre, d'un Etat indépendant, et dans l'attachement à l'identité palestinienne. Ils ont des aspirations à la liberté, à la

démocratie, mais aussi et surtout la demande du plein exercice des droits civiques, de citoyenneté, à la vie comme les autres peuples.

Ils vivent aussi comme les autres populations arabes les dictatures des régimes en place. Il est à noter que la majorité de la population dans le monde arabe est très jeune : 60 % ont 20 ans. Le manque de démocratie, le chômage, des conditions sociales déplorables.

Les réfugiés palestiniens accumulent les frustrations. Des revendications nationales combinées à des revendications socio-économiques dans le contexte des dictatures arabes et la non prise en considération des aspirations nationales donneront naissance à un nouveau mouvement d'émancipation dans la région.

Plus de cinquante ans après la création de l'Etat d'Israël, des hommes, des femmes et leurs enfants (près de 6,5 millions), comptent leurs jours d'exil et leur abandon de la part de la communauté internationale et des Nations-Unies, responsables avec Israël de cette tragédie, qui ne leur ont offert que la négation de leurs droits et de leur humanité.

Depuis les accords d'Oslo qui ont sapé l'unité des Palestiniens de l'intérieur (Palestine historique) et ceux en exil, les réfugiés normalement représentés au sein du Conseil National Palestinien - le parlement en exil de l'OLP - ressentent le besoin de se grouper au sein de structures indépendantes pour faire entendre leur voix par la direction palestinienne et la communauté internationale.

Il est un fait que depuis ces accords, le rôle de l'OLP de représenter les Palestiniens à l'intérieur de la Palestine et ceux de l'extérieur a été gelé depuis 1988 et le rôle de l'Autorité est devenu prépondérant au détriment du CNP et de l'OLP, malgré que l'autorité ne représente pas tous les Palestiniens.

Ces derniers, en général, ressentent le besoin d'être reconnus et de participer à la prise de décision concernant le projet national de libération.

Le sionisme face à deux grandes problématiques

Il y a aujourd'hui plus de 10 millions de Palestiniens dans le monde, dont la moitié vit l'occupation sur le territoire de la Palestine historique et l'autre moitié vit l'exil aux frontières de la Palestine historique. Privés de leurs droits fondamentaux, les Palestiniens développent une résistance active et passive face à l'Etat d'Israël.

Le mouvement sioniste et l'Etat d'Israël qui le représente n'ont jamais varié dans leur volonté de supprimer toute résistance face à leur projet colonial. Pour frapper cette résistance, tous les moyens sont bons. L'affrontement direct ou provoquer une guerre interne aux organisations palestiniennes.

Mais s'il y a une constante dans le projet colonial, il y a aussi une constante dans la résistance. Cela veut dire aussi que **le peuple palestinien n'a jamais depuis l'installation des premiers colons en Palestine au 19ème siècle reconnu la légitimité du projet d'installer un Etat colonial sur sa terre historique.**

Les dernières élections législatives en Palestine l'ont prouvé. Le problème en l'occurrence n'est pas l'élection du Hamas, mais c'est surtout la volonté du peuple palestinien de ne pas entériner, reconnaître et légitimer l'Etat d'Israël. Ce seul fait est en soit la première raison politique de la continuité du conflit israélo-palestinien.

La reconnaissance et la légitimité du fait colonial

En Europe, on nous présente le fait qu'il y a 60 ans, au moment du partage de la Palestine par l'ONU, les Palestiniens n'ont pas accepté ce partage pour le bien être des juifs rescapés de la seconde guerre mondiale.

Mais **Qui au monde peut accepter le partage de sa terre, fût-ce au nom d'une quelconque entreprise ?**

Les Israéliens le savent, tout comme ils savent que lorsque les Palestiniens étaient chassés de leurs villes et villages en 1947/1948, des camions de migrants juifs entraient tout de suite dans les quartiers et les maisons des Palestiniens et trouvaient parfois la marmite sur le feu.

Les Israéliens savent très bien qu'ils ont spolié les Palestiniens de leurs terres et de leurs biens et qu'ils continuent cette tâche infâme et, surtout, ils savent que les Palestiniens savent. Et malgré tout cela, on demande aux Palestiniens de cautionner une telle entreprise.

C'est pour cela que la question des deux Etats, palestinien et israélien, côte à côte n'est pas viable, parce que l'Etat d'Israël poursuit son tout premier objectif fixé lors du premier Congrès Sioniste à Bâle : **La colonisation de la Palestine et l'expulsion des Palestiniens.**

Mais il y a en France des intellectuels qui ne veulent pas aborder cette question de fond du sionisme et continuent à expliciter le bien fondé d'une solution politique basé sur le leur de la création d'un Etat Palestinien.

Dans un texte d'orientation sur la situation en Palestine et du mouvement de solidarité en France en 2002, **Alain Gresh** (Rédacteur en chef du Monde diplomatique) nous explique qu'il ne faut pas amalgamer sionisme = racisme : "**Sionisme et peuple juif**"

"La question du sionisme est débattue avec passion, souvent de manière simpliste. Elle est complexe et ne peut se réduire à des raccourcis du type sionisme = racisme. Le sionisme est un mouvement politique né à la fin du XIXème siècle, en Europe.

Il s'inscrit dans le "réveil des nationalités" qui s'affirme alors sur le continent. Il veut donner un Etat au peuple juif, en premier lieu aux juifs d'Europe de l'Est et de Russie, opprimés par des pouvoirs autoritaires. Comme tous les nationalismes, le sionisme regroupe des courants très divers, de l'extrême droite à l'extrême gauche, et fait preuve d'un certain mépris à l'égard de l'Autre...

En résumé, je ne pense pas que le mouvement antimondialisation libérale doive prendre position sur ce débat sionisme-antisémitisme. C'est un débat idéologique mais aussi un facteur de division, qui nuit à l'objectif essentiel : rassembler une majorité de l'opinion en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant, au côté de l'Etat d'Israël."

M. Gresh sait très bien que compte tenu de la situation actuelle d'occupation, la colonisation et le morcellement des territoires palestiniens ne permettront l'instauration d'un Etat palestinien indépendant.

Il sait aussi très bien que **l'Etat d'Israël n'a jusqu'à aujourd'hui jamais remis en cause son**

projet sioniste de négation des droits nationaux et historiques du peuple palestinien, d'accaparer tout le territoire de la Palestine historique et d'expulser les habitants non juifs.

Et enfin M. Gresh connaît très bien les enjeux au Moyen-Orient et l'intérêt que représente Israël pour les USA, la France et d'autres puissances dans le monde.

Il sait aussi qu'Israël et ces mêmes puissances ne permettront jamais la création d'un Etat palestinien sur une moindre parcelle de territoire parce que cela remettrait en cause toute la validité du projet sioniste.

M. Gresh, comme d'autres, sait très bien qu'Israël et le sionisme sont dans une impasse politique parce qu'ils sont dans la négation des droits du peuple palestinien et que la proposition d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël n'est là que pour perdre du temps face à la résistance palestinienne grandissante.

Connaissant tous ces points, il soutient quand même cette position en s'enveloppant de la décision de la direction palestinienne qui elle négocie cette solution par opportunité ou raison tactique en le considérant comme une étape dans la marche de la lutte de libération.

Pour ma part, je pense que beaucoup soutiennent cette solution de deux Etats en mettant en avant la fameuse sécurité de l'Etat d'Israël seulement dans l'intention de sauvegarder un Etat qui représente pour certains "le seul Etat démocratique au Moyen-Orient ou l'Etat des juifs dans le monde", mais sans reconnaître le fait colonial.

Le retrait israélien de la bande de Gaza et la continuité du projet sioniste

Nous avons vu les images du retrait des colons et de l'armée israélienne de la bande de Gaza en août 2005. Le fait le plus évident en comparant les déclarations des colons israéliens avant et après le retrait, c'est que "l'attachement" à la fameuse "Terre Promise" s'est évanoui avec l'acceptation passive du retrait accommodé de compensations financières pour leur installation ailleurs.

Alors que le peuple palestinien résiste les armes à la main pour son droit au retour sur sa terre malgré les guerres et la répression continue depuis près de 100 ans. Cela prouve qu'il n'y a réellement aucun attachement à cette terre de la part des Israéliens.

Les chiffres de la contre émigration annuelle - gardés secrets aujourd'hui - des israéliens qui quittent Israël chaque année le prouvent.

Avant la première Intifada en 1987, ils étaient 30000 à 40000 à quitter définitivement Israël.

Le fonds politique est là. Le peuple palestinien demande qu'on lui reconnaisse son droit à l'existence sur sa terre et son droit à la résistance face à l'occupation.

Il réclame son droit à l'autodétermination complet et il serait malhonnête comme le font certains d'oublier l'existence des Palestiniens en exil. Nous leur devons un soutien légitime pour le droit et la justice.

LA SIGNIFICATION DE NOTRE ENGAGEMENT EN FRANCE (QUE FAIRE ?)

Pour en finir avec cette conception "de l'œuvre civilisatrice contre la barbarie ou l'obscurantisme" des grandes puissances et de cette conception de la domination économique d'autres pays pour s'assurer les réserves énergétiques de ce monde, ou les marchés d'armes, il faut avoir une position politique claire et agir en conséquence.

Il est clair que la France et son gouvernement (grande puissance) pratique une politique interventionniste (militaire) et néocoloniale (par la domination économique, scientifique...) dans le seul but de préserver ses intérêts économiques et culturels.

Pour cela, la France n'hésite pas à employer l'intervention directe (la guerre du Golfe, l'Afrique...) et la répression des populations ou par le soutien (militaire ou économique) à des régimes qui pratiquent directement cette répression (Israël, Tunisie, Maroc, Birmanie, Afrique...).

Les populations de ces pays n'ont parfois d'autres choix que d'émigrer vers les "Eldorado" occidentaux avec toutes les difficultés liées à ce fait. Afin de pérenniser le fait colonial, LA France entretient le sentiment de supériorité au sein de la population française afin d'embrigader des personnes pour combattre "les barbares ou les Sarazins infidèles" ou casser du "bognoul".

Aussi, les Etats Européens utilisent le sentiment de culpabilité en rapport au génocide, chose à laquelle encore une fois le peuple arabe palestinien ou les Arabes en général sont étrangers.

Attaquons-nous aux faiseurs de racisme de ce pays, qui a vu naître l'affaire Dreyfus, les lois antijuives, des camps comme Drancy, la rafle du Vel d'Hiv, des criminels contre l'humanité dont la majorité court toujours, les colonies d'Extrême-Orient, d'Orient, du Maghreb, d'Afrique et j'en passe...

Attaquons-nous aux négationnistes du génocide des juifs, à ceux qui ne veulent pas reconnaître le peuple palestinien, aux racistes nostalgiques du nazisme (extrêmes droite et autres vieilles taupes...). Attaquons-nous aux idéologies racistes reprises par certains écrivains.

Nous voulons avec vous, changer ces conceptions en imposant une alternative politique dans le cadre d'un processus démocratique.

Cela passe premièrement par notre **solidarité en tant qu'HOMMES vers d'autres HOMMES qui luttent pour préserver leur dignité humaine. Si nous n'avons pas cette solidarité nous perdons une partie de nous même.**

La deuxième des solidarités c'est la **construction d'un large mouvement de solidarité avec le peuple palestinien qui ne peut être que contre la politique sioniste et colonialiste de l'Etat d'Israël.**

Troisièmement, ce mouvement doit faire changer la position des dirigeants Français. Il faut que les autorités de ce pays rompent leurs soutiens politique, économique, scientifique et militaire avec un Etat qui pratique le nettoyage ethnique. Ce mouvement ne prendra forme que si vous le décidez.

Aujourd'hui, les verbiages inutiles ne sont plus de mise, il en va de l'avenir d'un peuple.

Certains ont commencé à le faire.

Remettre en cause le sionisme et le combattre, c'est remettre en cause les conceptions de ceux, ici et là bas, qui nient l'autodétermination, l'existence, l'histoire et la lutte du peuple palestinien, pour le compte des puissants de ce monde.

Combattre et affaiblir politiquement le fait colonial contribuera à affaiblir le racisme et ses exactions en général.

C'est le plus beau des combats, pour la vie et la liberté !

Voir :

- le rapport du Bureau Central Palestinien des Statistiques : "Démographie et Indicateurs socio-économiques palestiniens en 2006"
- Territoires palestiniens : Menace d'un désastre humanitaire - El Watan - 9 avril 2007
- Colonisation israélienne : statistiques Source: ISM

Mardi 01 Mai 2007
Walid Attalah

Source :
<http://www.alterinfo.net>